

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Relire les lettres québécoises

Jean-François Caron

Number 144, Winter 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/65686ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (print)

1923-239X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Caron, J.-F. (2011). Relire les lettres québécoises. *Lettres québécoises*, (144), 12-15.

Relire les lettres québécoises

En 35 ans d'histoire et de lettres, on a vu le monde avancer, évoluer. Retournons sur nos pas pour voir comment, malgré les embûches — et quelques jambettes — *Lq* a toujours su progresser.

Cette impression d'être dans le grenier d'un vieil oncle... De fouiller dans une boîte de souvenirs pêle-mêle, de trouver, ici et là, entre les pages jaunies et cornées d'albums décatis, des clichés pris sur le fait, sans valeur autre que celle accordée par le quotidien au moment de les prendre, mais chargés de sens, de richesse pour le p'tit cul qui y fouille. La poussière lève, les planches du grenier craquent, ça sent le pas-jeune, c'est certain. Mais c'est beau, si beau. Et réconfortant.



ADRIEN THÉRIO

Au hasard ainsi, retracer l'histoire des lettres québécoises depuis la création de la revue qui en porte fièrement le blason, en 1976. C'est impressionnable et impressionné qu'on

relira une entrevue accordée par Gérard Godin dès le premier numéro de *Lettres québécoises*. Aussi l'anecdotique voyage en taxi de Donald Smith et André Vanasse avec un Félix-Antoine Savard racontant des histoires de caribous et un chauffeur allumé par la littérature...

Voir naître à rebours, une à une, les œuvres de Réjean Ducharme, de Victor-Lévy Beaulieu, de Nicole Brossard, de Michel Tremblay, de Fernand Ouellette, de Jacques Ferron, de Pierre Vadeboncoeur... Voir apparaître les petits nouveaux, petites nouvelles, comme cette jeune Chrystine Brouillet remportant le prix Robert-Cliche 1982 pour *Chère voisine* (Quinze) avant de revenir régulièrement dans nos pages. Et cet autre, un certain Dany Laferrière... Celui dont le premier roman, *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer* (VLB), avait d'abord été refusé par Québec Amérique.

Voir disparaître les autres, plus ou moins tranquillement, plus ou moins tragiquement. Être littéralement bouleversé par le départ des Claude Gauvreau et Hubert Aquin, revivant au fil des mots, dans ceux écrits mais aussi entre les lignes, dans le non-dit, toute la tragédie qui les a étouffés. Et revivre avec émotion le décès des Gaston Miron, Anne Hébert, et autres du même acabit.

Étrangement,
pas un seul mot ne sera écrit
sur le référendum de 1980.

Des lettres vers le monde

Évidemment, lorsqu'on détrouse trente-cinq ans d'archives, impossible de parler de tout ce qui s'est dit, écrit, lu ou fait, de revenir sur tout l'un et sur chacun. Mais on peut voir comment une revue comme *Lq* a été (est) nécessaire : elle s'inscrit dans une société, en alimente l'histoire, la fait avancer. À sa façon. C'est ainsi qu'à partir des lettres on peut déjà marcher vers le monde.

Lq est venue au monde dans une décennie de belles initiatives et de grands bouleversements — une décennie vouée à l'expérimentation, constatera-t-on dans un article traitant de la poésie des années soixante-dix, juste reflet de la situation sociopolitique de l'époque. Dans plusieurs numéros, on fera d'ailleurs référence à l'élection du 15 novembre 1976, qui portait pour la première fois le Parti québécois au pouvoir, cherchant à voir ce que « le 15 novembre » pouvait signifier pour les auteurs interviewés. Entre aboutissement et premier pas, les auteurs auront quelques années pour y réfléchir.

Étrangement, pas un seul mot ne sera écrit sur le référendum de 1980, pas avant une entrevue accordée par Jacques Godbout, deux ans plus tard, parce que lui n'avait pas lâché le morceau. Comme si la politique avait été évacuée des préoccupations de tout un chacun. On se reprendra toutefois en 1995, non pas pour prendre position dans le débat constitutionnel, mais pour voir comment la situation aurait pu influencer le milieu des lettres. La revue ne s'immiscera d'ailleurs jamais véritablement dans le débat nationaliste — ce qui fait dire aujourd'hui à André Vanasse que l'engagement de la revue a toujours été lié d'abord et avant tout au domaine de l'institution littéraire. En effet, il fallait défendre et illustrer la littérature québécoise.

C'est un fait, mais cela n'a pas empêché *Lq* d'être profondément impliquée dans différents dossiers ayant une portée bien au delà des lettres. Faute de pouvoir refaire le monde ensemble autour de trente-cinq années d'articles — éditoriaux, entrevues, critiques —, relevons quelques-uns d'entre eux...

Les unions, qu'ossa donne ?

En 1976, presque en même temps qu'était créée *Lq*, un organisme d'une grande importance voyait le jour : l'Union des écrivaines et des écrivains du Québec. Avec ses 50 membres au départ, elle en aura rassemblé 500 après dix ans (1986), et en compte plus de 2 000 aujourd'hui. C'est une union qui, avec le temps, a bien sûr été appuyée, mais aussi critiquée par la revue. Entre autres par le fougueux Adrien Thério, créateur de *Lq*, qui aurait voulu à quelques reprises voir l'organisation être encore plus active.

À son tour, André Vanasse aussi (c'était en 1992). À ce moment, en réaction au verdict de culpabilité des Éditions JCL dans une affaire de plagiat, Bruno Roy, alors président de l'organisme, avait réagi promptement, appelant jusqu'au boycottage des éditeurs québécois, réaction à un quiproquo qui lui avait fait croire que les éditeurs exigeraient des auteurs qu'ils paient une caution pour parer à toute accusation de plagiat. Les éditeurs, même inquiets des suites du jugement, n'avaient toutefois pas choisi de s'avancer sur ce terrain miné.

L'UNEQ n'a pas fait que défendre les auteurs sur différents fronts : avec les colloques qu'elle a organisés, permettant au milieu de se lier, mais aussi par les études qu'elle a commandées et publiées, c'est tout le domaine des lettres québécoises qui en a bénéficié. Ses études ont d'ailleurs maintes fois été citées dans les dossiers de *Lq*, initiative d'André Vanasse lorsqu'il a pris la relève d'Adrien Thério en 1990.

Reprenre la marche de *Lq* là où elle a commencé, c'est aussi voir poindre à l'horizon littéraire, un peu plus à l'aube de chaque revue publiée, des



BRUNO ROY

programmes, des organismes, des revues qui aujourd'hui ont fait leurs marques, ont fait leur temps ou sont devenus indispensables. Entre autres la Commission du droit de prêt public, dont on trouve des traces de la naissance déjà en 1983 dans un éditorial de Thério dénonçant le rejet, par le ministre fédéral responsable de l'époque, de cette initiative du Conseil des Arts canadien. Des auteurs avaient alors manifesté leur mécontentement devant les bibliothèques : « Les bibliothèques prêtent/les lecteurs empruntent/les auteurs crèvent », scandaient-ils avec leurs pancartes.

C'est trois ans plus tard, en 1986, que le programme verra finalement le jour, apportant rémunération à environ 5000 auteurs. Bien sûr, il y eut des années de vache maigre. En 1994, alors que le programme avait jusque-là versé 39,5 millions de dollars aux écrivains canadiens inscrits, des coupures drastiques du gouvernement fédéral (pour ce programme, mais aussi pour le budget global du Conseil des Arts, qui sera d'ailleurs de nouveau coupé de 7 millions de dollars en 1997) avaient réduit de 18 % à 8 % les compensations aux auteurs admissibles au droit de prêt public.

Dans un éditorial, André Vanasse avait alors vivement protesté, apportant son soutien aux manifestations d'auteurs qui devaient se tenir en février pour dénoncer toutes ces coupures. Cette année, c'est 17487 auteurs qui ont reçu un chèque de la commission (81663 livres admissibles sont inscrits sur la liste), pour un total de 9,9 millions de dollars distribués, dont un peu plus de 4 millions au Québec.

Relire *Lettres québécoises*, c'est aussi voir se créer et évoluer d'autres organismes qui étaient voués à de grands destins : le Festival international de la poésie de Trois-Rivières (1985), le Conseil des arts et des lettres du Québec (1992), la Librairie du Québec à Paris (1995), Copibec (1997), Bibliothèque et Archives nationales du Québec (2006), pour ne donner que ces quelques exemples.

Parlons cul avec Lq

Pour un p'tit cul de la nouvelle génération (plus jeune que la revue ! C'est tout dire !), le joul existe, tout simplement — il est là, docile plutôt qu'indomptable, on peut jouer avec lui à volonté, même s'il est un peu moins de mode de le faire. Il existe tellement, ce joul, il est tellement présent, inscrit dans la trame de nos lettres, qu'on ne se pose plus que très rarement la question de son utilisation. On a même fini par croire que son combat, ce sont *Les belles-sœurs* de Michel Tremblay qui l'ont mené, à elles seules, comme si le succès populaire des colleuses de timbres avait effacé la honte

Il existe tellement, ce joul, il est tellement présent, inscrit dans la trame de nos lettres, qu'on ne se pose plus que très rarement la question de son utilisation.

d'un coup de baguette magique, sec comme un coup de langue. Il faut dire que de permettre au parler québécois d'être autre chose que seulement comique, de servir aussi la tragédie, c'était en soi tout un bouleversement.

Une vieille bataille s'il en est une, ce joul. Son acception dans le dictionnaire Larousse en 1976 ne s'était pas faite sans heurt, ce dont on trouve des traces dans les propos tenus par Adrien Thério : « Ce que les éditeurs du dictionnaire Larousse devraient savoir, c'est qu'ils ont été bien inspirés en donnant comme définition du joul : parler populaire des Québécois. Qu'on raisonne, qu'on argumente, qu'on s'ostine tant qu'on voudra, c'est la définition qui se rapproche le plus de la réalité. »

À ce moment, non seulement dénonçait-il le linguiste du *Devoir*, Louis-Paul Béguin, pour avoir fait des pressions auprès du dictionnaire pour changer la définition du mot « joul », mais aussi critiquait-il Pierre Beaudry de *La Presse* pour avoir pris position contre un grand chantier, dirigé par André Clas (*Matériaux pour l'étude du français au Canada, néologismes, canadianismes*). Le chercheur avait semble-t-il eu la drôle d'idée d'introduire dans son ouvrage le mot « cul » et les différentes expressions usitées au Québec qui le contenaient... Ce qui avait fait bondir Beaudry, choqué : « Il existe en français un mot commençant par la lettre c et se terminant par l, avec entre les deux la cinquième voyelle de l'alphabet. Comme tous les mots, il a son utilité et, surtout, sa place, mais il aurait du mal à passer pour un joyau de la langue française. »

À ce discours effarouché, Thério, qui n'avait pas peur des mots (et certainement pas de celui-là en particulier), répondait, non sans une pointe d'humour : « Je ne regrette qu'une chose, c'est que M. Clas n'ait trouvé que neuf expressions qui portent en elles le mal mot. Moi, j'en connais d'autres. »

Anecdotique, cet épisode est toutefois l'indice d'une position que défendra la revue pendant plusieurs années : on y lira des articles comme « Quel français enseigner » (Donald Smith), qui traite de l'éventualité de l'établissement d'une norme québécoise dans l'enseignement du français, mais aussi des entrevues de fond sur la question du joul avec des auteurs comme Jean Barbeau (*Joualez-moi d'amour, Le chant du sink*) qui affirmera, dans le même dossier : « Le joul existe. C'est une façon de parler et Béguin nous ridiculise avec sa campagne contre Larousse. On n'a pas besoin d'apprendre le joul à l'école. Cela s'apprend dans la rue. Mais on ne devrait pas en dire du mal. Tous les peuples ont leurs propres niveaux de langue. » Évidemment, on ne manquera pas d'en parler aussi avec l'incontournable Michel Tremblay lorsque, quelques années plus tard, il fera la une de la revue.



DONALD SMITH

Un appui... critique

En 1981, on proposera un dossier spécial au lectorat de *Lq* à la suite de la publication de deux ouvrages de référence traitant du français parlé et écrit chez nous, le *Dictionnaire nord-américain de la langue française* de Louis-Alexandre Bélisle (Beauchemin) et le *Dictionnaire de la langue québécoise* de Léandre Bergeron (VLB). On aura alors l'occasion de comprendre l'importance accordée au respect de cette langue, liée de près à la littérature de chez



ANDRÉ VANASSE

nous : « Les problèmes de langue sont intimement liés à la littérature. Non seulement, depuis vingt ans, la littérature québécoise a pris un essor remarquable, mais en même temps l'étude de nos parlars attire de plus en plus de chercheurs et de spécialistes. »

Un appui pour de telles études ne signifiait pas pour autant une adhésion totale et inconditionnelle pour les ouvrages qui en naîtraient : l'exercice critique demandé à deux professeurs de linguistiques, respectivement Anne McLaughlin et Denis Dumas, aura de nombreux points à reprocher aux deux ouvrages. Pas de pitié pour les dicos ! On critiquera le manque de rigueur du Bélisle, les dérives du Bergeron.

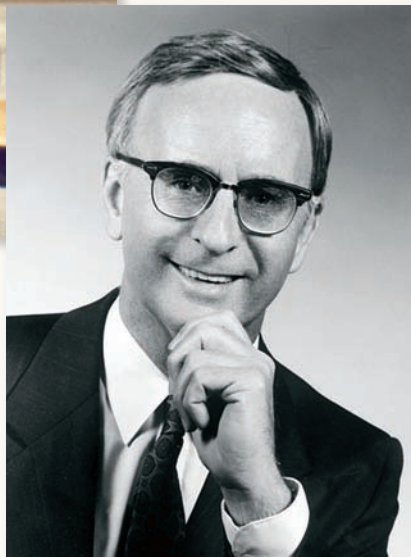
Au printemps 82, sous le pseudonyme « Un du Chemin-Taché »¹, Thério publiera même une chronique complète... en joul ! C'était à propos du dictionnaire de Bergeron : « Y m'semblait que j'la savais assez ben pourtant, ma langue québécoise. V'la t'y pas que M. Bargerion vient me dire que je la sais pas pantoute. [...] Ces genses-là, quand ça a l'malheur de mettre les pieds dans l'université, ça s'dépêche ensuite de v'nir nous dire qu'on sait même pas parler not'langue. »

La même préoccupation sera soutenue par Michel Tremblay, rencontré après que *Thérèse et Pierrette à l'école des Saints-Anges* eut remporté le prix France-Québec : « Je n'ai pas le droit, sous prétexte que je suis un intellectuel et que je ne suis plus dans le milieu ouvrier, de changer la langue parlée par une collectivité. Ça, ce serait vulgaire, méprisant, laid, dangereux, de changer la langue du peuple juste parce qu'on écrit un roman. Ce serait complètement ridicule. »

Le français québécois et le joul se définissent peu à peu et sont normalisés. Aujourd'hui, la question ne se pose plus vraiment, le joul comme langue littéraire s'étant peu ou pas répandu.

Changement de cible

Avec le temps, ce n'est plus autant le joul qu'on voudra défendre contre le français colonisateur, mais plutôt le français au Québec, devant « l'envahisseur » anglais. On vérifiera cette tendance entre autres dans le compte rendu, publié par *Lq*, d'un colloque organisé par l'UNEQ, en 1987, intitulé *L'avenir du français au Québec*, dont les actes seront plus tard publiés par Québec Amérique.



RENÉ DIONNE

Cette importance accordée à la reconnaissance des auteurs — c'était bien là une partie du mandat de *Lq* — s'est inscrite dans cette tradition, perpétuée depuis la création de la revue, de présenter les lauréats de bonne quantité de prix.

La même année, à la suite de la publication d'une lettre ouverte du frère Untel intitulée « Le français, 27 ans plus tard » qui dénonçait, *grosso modo*, l'absence de progrès sur ce front, nouvelle levée de boucliers. Piqué à vif, Thério l'aura pris en défaut pour différentes erreurs commises dans sa missive... Mais la question du français québécois demeure pertinente, et la publication du *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui* (DQA) en 1992 sera l'occasion d'un débat exposant les arguments en sa faveur, et ceux en sa défaveur.

Les préjugés sont difficiles à effacer, aussi *Lq*, sous la plume mesurée d'André Vanasse, aura réagi en 2006 aux propos de David Homel, spécialiste des littératures anglophones d'Amérique, invité par *Le Monde* à écrire un article *sur la littérature québécoise*. (Oui, vous avez bien lu !) Homel sera allé jusqu'à dénoncer que « les livres québécois

arrivent avec un net accent qui serait difficile à assimiler par la machine de l'édition française ». Comme Vanasse à l'époque, on se demande encore comment un livre peut avoir... un accent québécois.

Prix et reconnaissance

Les prix littéraires ont toujours eu une place de choix dans les pages de *Lq*. Célébrant chaque fois un peu plus le talent des auteurs (on vous fait l'économie de les relater tous : on en comptait déjà plus de quatre-vingt-dix en 1994, quand Francine Bordeleau s'est intéressée aux prix littéraires dans le cadre d'un dossier complet sur le sujet...), ils ont permis de faire connaître de nouveaux auteurs, de souligner le travail de plusieurs d'entre eux et de promouvoir la littérature auprès des lecteurs.

Cette importance accordée à la reconnaissance des auteurs — c'était bien là une partie du mandat de *Lq* — s'est inscrite dans cette tradition, perpétuée depuis la création de la revue, de présenter les lauréats de bonne quantité de prix. Elle s'est aussi vérifiée dans les prises de position d'Adrien Thério. En 1981, il reprochait d'ailleurs au Conseil des arts de Montréal de l'époque (entre autres choses) de n'offrir qu'un prix de 3 500 \$ à un écrivain... sur un budget global d'un million et demi ! C'est en visant d'évidents déséquilibres comme celui-là que l'éditorialiste aura le plus souvent touché la cible.

En 1982, malgré l'espoir qu'avaient alimenté les modifications à la structure du Conseil des arts de Montréal, Thério devait revenir à la charge, car le Grand Prix littéraire de la Ville de Montréal était tout simplement... aboli. Il traitera à nouveau du sujet en 1989 — Thério avait de la mémoire —, critiquant encore une fois Jean-Pierre Goyer, président du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal qui, dans un discours, souhaitait que Montréal devienne capitale culturelle du Canada...

Une dénonciation aussi rude avait été mise en édito en 1986 lors de la création du Grand Prix de la francophonie, à la suite d'un investissement massif du fédéral (sous la houlette de Mulroney), 400 000 \$ offerts... à l'Académie française, faisant fi des académies présentes sur le territoire canadien. Pour Thério, il ne suffit pas d'investir, il faut le faire au bon endroit.

Et pourtant, ce qui est remarquable au cours des trente-cinq ans d'histoire de *Lq*, c'est justement la place qu'y a occupée la littérature canadienne-française.

L'importance accordée aux prix littéraires (ainsi qu'aux événements comme les congrès, les salons et les colloques) cadrerait tout à fait avec la mission de *Lq*. À cette époque, et encore aujourd'hui, l'espace réservé à cette rubrique est limité, et l'annonce de chaque prix est accompagnée d'une photo du lauréat. N'oublions pas que *Lq* est une revue de l'actualité littéraire.

L'ici et l'ailleurs

Il aurait été facile pour *Lq* de se refermer sur les frontières québécoises et de ne jamais se tourner vers ces créateurs de langue française provenant des autres régions canadiennes. Et pourtant, ce qui est remarquable au cours des trente-cinq ans d'histoire de *Lq*, c'est justement la place qu'y a occupée la littérature canadienne-française.

En détroissant les archives de notre périodique, il faut admettre qu'une importance notable a été accordée aux écrits de l'Acadie et de la Franco-Ontarie. On pense bien sûr aux Gabrielle Roy, Patrice Desbiens, Jean-Marc Dalpé, Herménégilde Chiasson, pour ne nommer que quelques-uns des plus connus. Mais plusieurs autres ont vu leurs publications critiquées ou présentées dans nos pages. Des chroniques, articles et entrevues nous ont fait suivre avec le temps les nouveautés des Éditions Prise de Parole, du Blé, du Nordir ou David, pour ne citer que celles-ci.

En 1993, les Éditions d'Acadie verront même un article leur être consacré pour célébrer leur vingtième anniversaire, alors que sera rééditée la première publication ayant paru à son catalogue, *Cri de terre* (Raymond LeBlanc), qualifié de « remarquable » par l'auteur de l'article, Jocelyne Felx, qui ira jusqu'à dire que c'est l'œuvre qui a fait « entrer la littérature acadienne dans la modernité ».

L'intérêt porté par la revue aux lettres d'autres provenances ira jusqu'à la publication d'un dossier complet portant exclusivement sur les réalités de la littérature acadienne, à la fin de 1994. Un autre dossier sera aussi publié en 1997, avec pour amorce le quart de siècle des Éditions d'Acadie, et du coup, la célébration de la littérature acadienne contemporaine.

Un marché qui s'ouvre moins

On s'attaquera avec une certaine profondeur à la situation des éditeurs dits régionaux dans un dossier complet, en 1992. Annette Saint-Pierre, codirectrice des Éditions des Plaines (Manitoba), affirmait alors à Francine Bordeleau, responsable du dossier, que « curieusement, les Européens sem-

blent s'intéresser davantage à la francophonie hors Québec que les Québécois ».

Déjà en 1984, Yolande Grisé en arrivait aux mêmes conclusions dans un article traitant des « autres » littératures d'expression française en Amérique du Nord (Ontario, Acadie, Ouest canadien, Nouvelle-Angleterre, Midwest, Louisiane). Elle y dénonçait le contexte doublement minoritaire de ces littératures : face à une majorité anglophone dans leur milieu direct, et face à une « majorité francophone d'un Québec qui se cantonne dans ses frontières ». Cette situation n'est toujours pas résolue, comme nous le faisait remarquer Catherine Voyer-Léger, directrice générale du Regroupement des éditeurs canadiens-français, dans notre dernier dossier traitant justement du sujet : de 1984 à 2011, le combat reste le même. Cela dit, si le marché québécois du livre s'est trop longtemps refermé sur lui-même, on ne pourra pas reprocher à *Lettres québécoises* d'en avoir fait autant.

Sans doute cet intérêt n'était pas étranger au fait que le premier directeur de la revue travaillait à l'Université d'Ottawa, et que parmi ses collaborateurs se trouvaient d'autres auteurs partageant le même lieu de travail – entre autres René Dionne, qui a, par son travail, apporté beaucoup aux lettres francophones hors Québec, lui-même spécialiste de la littérature franco-ontarienne.

Les lettres s'exportent

Il est aussi arrivé que la relation se fasse à contresens, montrant comment pouvait rayonner la littérature québécoise dans les autres provinces canadiennes. En guise d'exemple, ce fut le cas dans un article paru en 1982 où il était question de l'accueil de la littérature québécoise dans certains établissements d'enseignement universitaire anglophones, enseignée entre autres à l'Université de la Colombie-Britannique depuis 1955 (on parlait bien évidemment à cette époque de littérature canadienne-française). Le parcours de *Lq* aura même fait un écart en Inde en 1996 pour relater un colloque sur la littérature canadienne tenu à Madras... De la même façon, on assistera à plusieurs autres percées du genre à l'étranger pour des œuvres et des auteurs d'ici.

La question de la traduction aura aussi été abordée à maintes reprises. En 1987, on suivra la littérature québécoise jusqu'en URSS, grâce à une traductrice russe, Irina Kouznétsova. Cette dernière s'était penchée sur des œuvres de Gabrielle Roy, d'André Langevin, de Marie-Claire Blais, de Gérard Bessette et de nombreux autres.

De la même façon, on s'intéressera à la traduction d'une anthologie d'auteurs canadiens qui sera publiée en République démocratique allemande. On y retournera en 2000 à l'occasion d'un dossier s'intéressant au *Printemps du Québec en Allemagne*, et encore une fois en 2003, alors qu'on traitera plus en profondeur de l'évolution importante de la situation chez les traducteurs littéraires depuis la fondation de leur association en 1975 et la création de deux Prix du Gouverneur général décernés pour des œuvres de traduction depuis 1987.

Se retrouver

L'exercice du retour en arrière est particulièrement enrichissant. On ne résume pas 35 ans de passion, de découvertes, de débats et de prises de bec en seulement quelques pages... Mais ce qu'il y a de bien, c'est que toutes les archives sont dorénavant accessibles au grand public à travers le site www.erudit.org. Retombez amoureux de vos *Lettres québécoises* !

1. Rappelons que Thério avait publié *Ceux du Chemin-Taché*, en 1974. Il fait ici référence à ses origines : le chemin Taché, à Saint-Modeste, près de Rivière-du-Loup.